

Williams, Philip M., *French Politicians and Elections, 1951-1969*, Cambridge University Press, Cambridge, 1970, xvii + 313 p. + index.

Ferry De Kerckhove

Volume 4, numéro 4, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700376ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700376ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Kerckhove, F. (1973). Compte rendu de [Williams, Philip M., *French Politicians and Elections, 1951-1969*, Cambridge University Press, Cambridge, 1970, xvii + 313 p. + index.] *Études internationales*, 4(4), 576-578.  
<https://doi.org/10.7202/700376ar>

selon lui, à la majorité flamande de poursuivre une politique de revendication, tout en étant parvenue à provoquer une éclipse des liens séculaires entre la France et la Belgique. Les structures économiques et la hiérarchie catholique allaient accélérer le triomphe de la communauté flamande à mesure que la Wallonie perdait sa position dominante dans l'industrie belge et que l'Église se servait de la Flandre comme rempart contre la Gauche. Et pourtant, en dépit de l'éveil de la conscience wallonne, le régime s'évertue à faire taire un mouvement qui tendrait à prouver l'existence de deux peuples et à saper l'harmonie des intérêts, qu'ils s'expriment en wallon ou en flamand.

Le pouvoir propose une Belgique communautaire mais opère une révision constitutionnelle dont le seul dénominateur commun est la méfiance. Pour André Patris, il faut se prononcer résolument pour un fédéralisme à trois. Même au niveau international, les conséquences de la guerre des Belges sont graves. Comme le Québec, dit l'auteur, la Wallonie doit assurer son épanouissement avant que les puissances anglo-saxonnes altèrent sa personnalité, l'opération ayant déjà commencé à Bruxelles. Face à la menace d'une néerlandisation du Benelux, André Patris propose pour la Wallonie une association culturelle et économique avec la France.

Plaidoyer ardent, cette plaquette n'est pas sans prémonitions éclairantes. S'il y a évidemment une simplification des problèmes techniques que pose la fédéralisation de la Belgique, particulièrement en ce qui concerne Bruxelles, la forme générale de l'orientation ne va pas à contre-courant des tendances actuelles. Une seule question subsiste, cependant : existe-t-il réellement à l'heure présente un mouvement wallon dont naît un peuple ?

Ferry de KERCKHOVE

*Université Laval*

WILLIAMS, Philip M., *French Politicians and Elections, 1951-1969*, Cambridge University Press, Cambridge, 1970, xvii + 313p. + index.

Avec l'ennui qui transpire dans le climat de

restauration en France depuis la mort du Général de Gaulle, il est bon de se replonger dans les « poisons et les délices du système ». Williams nous y invite avec le talent des vieux maîtres d'hôtel qui connaissent bien leurs patrons. Ici, le maître d'hôtel montre que si les patrons ont changé d'apparence extérieure, redorant leur blason après une cure à Évian en 1962, ils n'en ont pas pour autant renoncé aux bonnes habitudes héritées de leurs ancêtres et, que de la Quatrième à la Cinquième, en dehors d'une « incarnation de la légitimité » dotée de plus de pouvoirs, les hommes et leurs comportements n'avaient pas changé. Ainsi, c'est sans doute par politesse que Philip Williams n'a pas réuni en un seul volume ses deux livres, celui-ci et celui sur les scandales, les complots et les guerres en France, publié chez le même éditeur. Pourtant, le sujet ne change guère.

Williams reproduit ici divers articles qu'il a publiés au cours des vingt années et plus qu'il a consacrées à l'observation impartiale de la vie politique française. Il évoque tour à tour le règne des partis – le système, autrement dit – l'Algérie, les tribulations de la gauche et enfin la « guerre » de succession.

La Quatrième république reposait sur deux erreurs de jugement. Dès 1944, de Gaulle proclamait la continuité de la République, comme si Vichy n'avait jamais existé. Certes, politiquement, Vichy était répudié, mais socialement, la France s'en était imprégné. Alors que la gauche française triomphait à l'Assemblée, la droite lui damait le pion dans les couches sociales les plus diverses. Assistée du mythe des Cosaques franchissant l'Elbe, le Rhin et couchant à la belle étoile aux portes de Paris, elle liquida en peu de temps un parti communiste qui, Thorez en tête, croyait son âge d'or arrivé. La droite donna un baiser de Judas aux socialistes, les conviant au festin gouvernemental dans la mesure où ils renieraient leurs lointaines origines. Le spectacle d'un congrès socialiste devenait une aimable farce ; les textes officiels, truffés de luttes des classes, d'antiimpérialisme, d'avènement de la classe ouvrière sentaient leur antiquaire alors que l'on voyait les ministres socialistes bénir le vote des crédits pour la lutte contre les insurgés vietnamiens et algériens. La droite triomphait. C'est d'ailleurs ce qui explique la grande peur de 1954 quand un

radical osa jouer la carte de la gauche sincèrement, bouleversant les coutumes établies et dénonçant l'hypocrisie de la politique coloniale de la France.

Quant à la deuxième erreur, c'est évidemment la conviction qu'avait le Général de Gaulle d'être rappelé par une Assemblée soumise à ses désirs en 1946. La première victime de la Quatrième république eut beau lancer ses troupes à la charge, la droite immuable inventa Pinay, et les Sarrazins du RPF connurent leur Charles Martel. Certains se convertirent, d'autres s'enfuirent en débandade. Battus par la loi des apparences en 1951, les RPF « allèrent à la soupe », comme disait le Général, pour périr lentement des suites de l'empoisonnement.

Ces grandes étapes de la IV<sup>e</sup>, Williams les observe par l'intérieur, diagnostiquant au jour le jour sans jamais perdre de vue les tendances profondes, montrant surtout qu'au niveau des électorats, tout se jouait toujours sur la marge. « En 20 ans, dit-il, la carte politique de la France n'a pratiquement pas changé » (p. 18). Sous la IV<sup>e</sup>, l'électorat ne trahissait que rarement, les politiciens toujours, souvent inconsciemment. On songe ici, par exemple, au mouvement remarquablement continu du MRP sur l'axe gauche-droite de la vie politique française. Sous la V<sup>e</sup> république, le pouvoir a changé mais les hommes sont les mêmes. L'affaire algérienne le démontre. La IV<sup>e</sup> avait connu plus d'inepties mais elle n'avait jamais montré une telle science du louvoiement. C'est sous la présidence du Général de Gaulle, en 1962, qu'on allongea la saison de chasse et qu'on suspendit la fermeture de certains cafés-bar (p. 118). Le système plébiscitaire s'est raffiné ; non seulement les manœuvres de coercition morale sont-elles étouffées mais les questions posées aux référendums brillent-elles par leur ambiguïté. La Quatrième République qui pouvait se permettre avec un gouvernement centriste de faire une politique de droite avec l'appui de la gauche n'avait pu ajouter ce trophée à sa panoplie d'instruments ambigus de représentation populaire.

Évidemment, la Constitution de 1958 a renforcé l'exécutif français mais elle n'a pas empêché que la soumission au Général plutôt que l'équilibre ou le déséquilibre constitutionnel des pouvoirs ait été la norme sous la V<sup>e</sup>. Quand

la soumission n'est pas instantanée, les manœuvres commencent. La force du Général de Gaulle fut en fait de pouvoir faire triompher plus longtemps et plus souvent sa dialectique personnelle face à l'opposition. Mais les tactiques électorales « dénoncées amèrement par les Gaullistes sous la IV<sup>e</sup> et utilisées avec tant d'assiduité sous la V<sup>e</sup> » (p. 139) n'ont certes pas contribué à changer les mœurs politiques françaises.

Le socialisme français pendant de longues années, n'a malheureusement eu qu'un chef, Guy Mollet. À son sujet, on pourrait dire qu'une tomate (6 février 1956) a changé le cours de l'histoire. Véritable animal politique, comme le dit Jacques Chapsal, son contrôle sur la SFIO empêcha probablement un ralliement réel de la gauche plus que tout autre facteur. Il a peut-être davantage servi le gaullisme pour le mieux et pour le pire que la gauche et, évidemment, M. Gaston Defferre. Mais la gauche française a surtout souffert du dogmatisme du parti communiste qui l'a régulièrement placée une rame de métro en retard ou, pour être plus aimable, une rame à contre-sens par rapport aux vains efforts d'unification. Assez curieusement, sous Charles de Gaulle, la gauche s'est plus souvent détruite d'elle-même qu'à cause de lois électorales gaullistes toujours en retard d'une élection également.

L'élection présidentielle de 1965 devait marquer les débuts de l'après-gaullisme, comme le souligne Williams. Le monarque se faisait vieux. Après de brillantes campagnes, l'incarnation de l'unité nationale s'identifiait de plus en plus à un groupe politique précis et les partis allaient enfin prendre leur revanche : une dictature morale allait subir le ballottage. Cependant, le Grand Charles réservait à la France une surprise de taille : « la France » allait devenir un candidat. Une fois de plus il changeait les données du jeu politique. Au premier tour, ce fut une lutte entre de Gaulle et les partis ; au deuxième, les partis s'estompèrent et l'on vit deux gladiateurs en lice. Jupiter était descendu dans l'arène ; on ne s'étonna pas qu'il triomphât. Au moins la France y gagnait : elle humanisait le personnage.

En 1967, la mécanique des partis repartait de plus belle. Les figures mémorables du gaullisme des premières heures disparaissaient peu

à peu. Le mythe avait déjà été détruit partiellement en 1965. L'appel à la grandeur n'avait plus la même résonance. Pourtant, le parti gaulliste se maintint. Phénomène de stabilité remarquable en France, ce fut une victoire à la Pyrrhus. De plus en plus, l'immobilisme faisait son œuvre. Les force vives de la nation gaulliste avaient vieilli et il fallut une crise formidable pour réveiller le conservatisme viscéral des Français et redonner à l'UNR devenue UDR – et non plus au Général de Gaulle – une majorité écrasante. L'élection n'en sonna pas moins le glas du vrai gaullisme, celui de la transcendance. En effet, un premier ministre osait marcher sur les brisées de la conscience de la nation. La vraie Cinquième république était morte à Nanterre. Les partis surent attendre... attendent encore. Bouillants, les iconoclastes des facultés parisiennes parachevèrent la trahison envers le Général de Gaulle. Il restait au Président Pompidou de trahir le gaullisme.

Ferry de KERCKHOVE

*Université Laval*

BROWN, W. Norman, *The United States and India, Pakistan, Bangladesh*. Harvard University Press, (The American Foreign Policy Library), Cambridge, Mass., 1972, 462p.

Cette troisième édition de *The United States And India And Pakistan* par le doyen des Études sud-asiatiques en Amérique se veut une discussion introductive sur l'Asie du sud, orientée en fonction des lecteurs américains. Norman Brown s'acquitte si bien de sa tâche qu'il offre ici une œuvre d'une portée et d'une finesse remarquable, qui s'adresse aussi bien aux spécialistes qu'aux profanes et qui rend la citoyenneté du lecteur superflue.

La narration est émaillée d'aperçus perspicaces issus d'une vie consacrée à la compréhension de ces manifestations particulières de l'âme orientale qui constituent l'éthos du sous-continent indien. Ce faisant, l'auteur considère tour à tour des sujets aussi divers que la mésentente entre hindouistes et musulmans, le cheminement de l'indépendance, les partis poli-

tiques, l'effet de l'emprise britannique, le partage de 1947, la politique étrangère, les traits dominants du régime économique, la concurrence linguistique et, bien entendu, fidèle à sa mission, les rapports des trois pays en question avec les États-Unis.

Humaniste de formation, Brown évalue les grands courants d'histoire et les réalités socio-politiques de l'Asie du Sud par rapport aux valeurs culturelles et religieuses primordiales du sous-continent. Cette optique lui permet de discerner avec assurance la portée essentielle du déroulement des événements et de l'évolution des institutions.

La discussion du problème du Cachemire se révèle particulièrement concise et à propos. Dans l'espace d'à peine vingt-six pages, Brown parvient à broser les lignes essentielles de ce casse-tête perpétuel, à analyser les enjeux du conflit et à expliquer comment le problème a résisté jusqu'ici aux efforts visant à sa résolution. Il est d'avis que la solution proposée par Sir Owen Dixon en 1950, c'est-à-dire un partage suivant la ligne du cessez-le-feu, accompagné de référendums régionaux sous les auspices de l'ONU pour certains districts avoisinants, offre les meilleures assurances de succès. Cette proposition aurait l'avantage, selon Brown, de faire respecter la volonté populaire tout en évitant le genre de violence qui a marqué le partage de 1947.

En ce qui concerne les événements qui précédèrent la naissance du Bangladesh, l'auteur, en tant qu'humaniste et démocrate se défait de sa sérénité impartiale et prend nettement parti pour la cause des Bengalais. À partir du 7 décembre, date des élections pour l'Assemblée nationale du Pakistan, jusqu'à leur défaite aux mains des forces armées indiennes, le 16 décembre de l'année suivante, les Punjabais s'étaient révélés singulièrement brutaux et intransigeants envers leurs concitoyens d'alors. À cet égard, Brown critique vivement la politique de son pays pendant cette période déchirante. Bien qu'aidant les réfugiés, les États-Unis avaient continué à fournir des armements au Pakistan jusqu'au 7 novembre 1971, soit plus de huit mois après le début de la révolte des Bengalais. Cette politique se poursuivait en dépit d'une presse et d'une opinion publique américaines choquées par le comportement du